

Article 31 du Règlement

peu partout dans le pays, comment appliquer ces changements.

Ces modifications ne sont que des propositions qu'on a soumises à notre examen. Elles n'ont pas encore force de loi. Or depuis quelques mois, le gouvernement prouve son mépris total pour le processus démocratique. Il a limité le débat à l'étape de la deuxième lecture. Il refuse de prêter une oreille attentive aux milliers de Canadiens qui pâtiront le plus des suites de ce projet de loi, et voilà qu'il cherche encore à limiter le débat dans cette chambre. Il rogne encore une fois les droits du Parlement de décider du sort de cette mesure. Quand reconnaîtra-t-il enfin qu'il a été élu pour gouverner dans l'intérêt général, et non pas dans l'intérêt de quelques privilégiés seulement?

* * *

LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, les temps sont durs pour les exploitants de scieries indépendantes du nord de l'Ontario. On cite beaucoup de facteurs à l'origine de leurs difficultés, mais rarement est-il question de la taxe de 15 p. 100 sur les exportations de bois d'oeuvre. Et cela parce que ce n'est pas cette taxe qui leur nuit, mais le fait que les recettes fiscales qu'elle génère ne leur sont pas retournées.

Depuis l'adoption de la taxe sur les exportations de bois d'oeuvre, le gouvernement de l'Ontario a encaissé 63 millions de dollars en recettes fiscales. Cette province a recueilli plus de 21 millions de dollars l'an dernier et cette année elle a déjà prélevé plus de 12 millions auprès des exportateurs de produits forestiers.

• (1410)

Or, dans le dernier budget de son gouvernement, le premier ministre de l'Ontario a promis de porter à 18 millions de dollars les dépenses provinciales au titre des forêts, ce qui est bien loin des 63 millions que sa province a reçus du gouvernement fédéral.

Quand les travailleurs forestiers de l'Ontario obtiendront-ils leur juste part de cette taxe de leur gouvernement? Quand le premier ministre de cette province tiendra-t-il compte du nord de l'Ontario et des exploitants de petites scieries et de leurs employés?

[Français]

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le 27 février 1986, M. Jean Chrétien remettait sa démission comme député fédéral, et aujourd'hui il lui est facile de déclarer que le premier ministre du Canada (M. Mulroney) n'a rien fait depuis deux ans concernant le lac Meech.

Monsieur le Président, pourquoi M. Chrétien n'est-il pas resté en poste à Ottawa où il aurait pu défendre son point de vue de vive voix avec le premier ministre du Canada?

* * *

[Traduction]

L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, les agents de liberté conditionnelle et les agents de gestion des cas sont en grève depuis une semaine maintenant. En réponse à une question de mon collègue de Victoria la semaine dernière, le solliciteur général a déclaré que tout se passait bien quant à la façon dont le gouvernement s'occupait de ce conflit de travail. Or, il n'en est rien, monsieur le Président.

A Kingston, une seule personne est chargée d'accomplir le travail effectué normalement par 35 personnes. La semaine dernière, on a eu recours à la Sûreté du Québec contre les grévistes. A Toronto seulement, 12 ex-détenus bénéficiant d'une libération conditionnelle ont été arrêtés pour avoir violé les conditions de leur mise en liberté. Les tensions augmentent à l'intérieur des pénitenciers, alors que sont retardées les audiences des commissions des libérations conditionnelles et l'étude des demandes de libération conditionnelle. Les syndiqués du groupe WP sont en grève, car malgré des mois de négociations, le gouvernement est incapable de régler leurs griefs, qui sont fort sérieux. Les intéressés cherchent à obtenir l'équité salariale par rapport à leurs homologues provinciaux et une charge de travail raisonnable. Étant donné qu'ils jouent un rôle de première ligne dans l'administration de notre système de justice pénale, j'exhorte le gouvernement à cesser de faire traîner les choses en longueur et à reprendre les négociations dès maintenant.

* * *

LA VISITE DE LA PRÉSIDENTE DES PHILIPPINES

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg—Nord): Monsieur le Président, la présidente Corazon Aquino arrive à Ottawa